

Commune de POCE LES BOIS

ARRETE MUNICIPAL N° 11-2023

**Portant interdiction de la circulation aux véhicules,
sauf riverains, sur le chemin rural n°21 dit de la Roche**

Le Maire de la commune de POCE LES BOIS

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi n°82.623 du 22 juillet 1982 complétant et modifiant la loi n°82.213 du 2 mars 1982,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la route articles R.411-8 et R.411-25,

Vu l'instruction interministérielle du 7 juin 1977 sur la signalisation routière, livre 1,

Vu la demande de Bouygues Energies Services en date du 14 mars 2023 ;

Considérant que les travaux d'extension de basse tension chez un particulier nécessite de
réglementer la circulation sur **le chemin rural n°21 dit de la Roche** pour préserver le bon état de la chaussée et assurer la sécurité des riverains,

ARRETE

Article 1 : A compter du 16 mars 2023, la circulation sur la voie communale n°3 est interdite à tous les véhicules.

Article 2 : Cette interdiction ne s'appliquera pas aux riverains, aux véhicules des services publics, des services d'urgence et des services de concessionnaires de réseaux.

Article 3 : La mise en place de la signalisation de chantier et de balisage des travaux sera réalisée par l'entreprise **BOUYGUES ENERGIES SERVICES** conformément à la réglementation en vigueur de jour comme de nuit.

Une signalisation réglementaire sera mise en place pour informer les usagers de ces dispositions.

Article 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois.

Article 5 : Le Maire, le Commandant de la brigade de gendarmerie de Vitré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, affiché en mairie le 28 mars 2023 informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Maire,
Frédéric MARTIN

